



INSTITUT ^{FR}
POLAIRE
FRANÇAIS
PAUL-ÉMILE VICTOR

Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.)

**Pouvoir adjudicateur :
INSTITUT POLAIRE FRANÇAIS Paul Emile Victor
(IPEV)**

Objet de la consultation :

Fourniture de traineaux martyrs pour l'Antarctique

Consultation n° IPEV_2025_002

CCAG applicable : marchés publics industriels

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
1.1. OBJET ET CONTEXTE DU MARCHÉ	3
1.2. FORME DU MARCHÉ – DÉCOMPOSITION EN LOTS	3
1.3. INTERVENANTS	3
ARTICLE 2. PIÈCES CONTRACTUELLES.....	4
2.1. PIÈCES PARTICULIÈRES.....	4
2.2. PIÈCES GÉNÉRALES.....	4
2.3. CONFORMITÉ DES DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
ARTICLE 3. MODALITÉS DE COMMUNICATION	4
ARTICLE 4. PRIX DU MARCHÉ	4
4.1. AVANCE	4
4.2. RÉPARTITION DES PAIEMENTS	4
4.3. FORME ET CONTENU DES PRIX	4
4.4. VARIATION DES PRIX	4
4.5. APPLICATION DE LA TVA	5
ARTICLE 5. MODALITÉS RELATIVES AU RÈGLEMENT DES COMPTES.....	5
5.1. MODALITÉS DE FACTURATION	5
5.2. DÉLAI DE PAIEMENT	6
ARTICLE 6. DURÉE DU MARCHÉ	6
6.1. DURÉE DU MARCHÉ – DÉLAIS D'EXÉCUTION	6
6.2. PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	6
ARTICLE 7. MODIFICATIONS DU MARCHÉ_ CLAUSE DE REEXAMEN	6
7.1. GÉNÉRALITÉS	6
7.2. ÉVOLUTION DES CARACTÉRISTIQUES DES TRAINÉAUX	6
7.3. CLAUSE DE REEXAMEN.....	6
ARTICLE 8. PROVENANCE ET CARACTÉRISTIQUES DES FOURNITURES.....	6
8.1. NORMES APPLICABLES.....	6
8.2. SPÉCIFICATIONS ET CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES TRAINÉAUX	6
ARTICLE 9. CONDITIONS D'EXÉCUTION	7
9.1. MODALITÉS DE COMMANDE	7
9.2. PHASE CONCEPTION	7
9.2.3. VISA DES DOCUMENTS PAR L'ACHETEUR.....	8
9.3. PHASE FABRICATION.....	8
9.4. SUIVI DU MARCHÉ.....	8
ARTICLE 10. MODALITÉS DE LIVRAISON.....	8
10.1. GÉNÉRALITÉS	8
10.2. CONDITIONNEMENT ET EMBALLAGE	8
10.3. LIEU DE LIVRAISON	9
10.4. MODALITÉS DE LIVRAISON	9
ARTICLE 11. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	9
11.1. OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION	9
11.2. DÉCISION APRÈS VÉRIFICATIONS	9
ARTICLE 12. PÉNALITÉS.....	10
12.1. PÉNALITÉ POUR RETARD	10
12.2. SEUIL D'EXONÉRATION ET PLAFONNEMENT DES PÉNALITÉS.....	10
ARTICLE 13. GARANTIES ET ASSURANCES	10
13.1. GARANTIES.....	10
13.2. ASSURANCES.....	10
ARTICLE 14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	11
ARTICLE 15. DROIT DE CITATION ET D'IMAGE DE L'INSTITUT POLAIRE FRANÇAIS.....	11
ARTICLE 16. DIFFÉRENDS ET LITIGES	11
16.1. RÈGLEMENT À L'AMIALLE	11
16.2. DROIT APPLICABLE.....	11
ARTICLE 17. RESILIATION DU MARCHÉ	12
ARTICLE 18. DÉROGATION AU CCAG	12

Article 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet et contexte du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) concernent la fourniture et la livraison de traîneaux martyrs pour les stations scientifiques polaires Dumont D'Urville et Concordia en Antarctique.

L'exécution de ce marché est régie par le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics industriels (CCAG MI).

1.2. Forme du marché

1.2.1. Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono attributaire.

Il est exécuté par l'émission de bons de commande au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique. Les conditions d'émission des bons de commande sont définies à l'article 9.1 du présent document.

1.2.2. Montant de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu avec un montant maximum en application de l'article R2162-4 du code de la commande publique. Ce montant est précisé dans l'acte d'engagement.

1.3. Intervenants

1.3.1. Représentation de l'Acheteur

En application de l'article 3.3 du CCAG MI, le directeur de l'Institut polaire, désignera, dès la notification du marché, les personnes physiques habilitées à le représenter et les délégations de signature qui leur seront accordées.

1.3.2. Transitaire

L'Acheteur a recours aux services d'un transitaire à Hobart. Ses coordonnées sont mentionnées à l'annexe 1 du présent document.

1.3.3. Représentation du Titulaire

Dès la notification du marché, le Titulaire désignera un interlocuteur principal pour les besoins de l'exécution du marché. Cet interlocuteur est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment à l'interlocuteur principal. Plus généralement le Titulaire doit notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

1.4. Cotraitance

Les opérateurs économiques peuvent constituer des groupements définis à l'article R2142-20 du Code de la commande publique.

Quelle que soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

1.5. Sous-traitance

En application de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance et conformément aux règles prévues par le Code de la commande publique, le Titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à six cents (600) € TTC (taux de TVA en vigueur).

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par l'Acheteur.

Le Titulaire s'engage à faire respecter à ses éventuels sous-traitants l'ensemble des clauses du présent marché. Dans tous les cas, il demeure entièrement responsable vis à vis de l'Acheteur des prestations sous-traitées.

Toute sous-traitance occulte sera sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques du Titulaire.

Article 2. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG MI, les pièces qui constituent le présent marché sont indiquées ci-après par ordre de priorité décroissante. Ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées en cas de contradictions ou de différences entre elles.

2.1. Pièces particulières

- ✓ L'Acte d'Engagement et ses annexes
- ✓ Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes

2.2. Pièces générales

- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics industriels (CCAG MI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Le CCAG MI est une pièce générale qui, bien que non jointe, est une pièce constitutive du marché, et est réputée connue du Titulaire du marché. Elle est disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>.

2.3. Conformité des documents contractuels

Tous les documents faisant partie du marché sont réputés cohérents entre eux et complémentaires dans leur ordre de prévalence. Le titulaire a l'obligation de vérifier la documentation mise à sa disposition et de signaler à l'Acheteur dès qu'il en a connaissance, les erreurs, omissions ou contradictions normalement décelables.

Pour rappel, aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents transmis par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Article 3. MODALITES DE COMMUNICATION

L'Institut polaire communique avec le titulaire par le biais de bons de commande et d'ordres de service qui sont notifiés au titulaire par messagerie électronique ou via le profil acheteur de l'Institut PLACE - www.marches-publics.gouv.fr, permettant dans tous les cas de disposer d'accusés de réception.

Avant le démarrage du marché, le titulaire transmettra au pouvoir adjudicateur les adresses électroniques sur laquelle les ordres de service lui seront adressés.

Article 4. PRIX DU MARCHÉ

4.1. Avance

Sans objet.

4.2. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants.

4.3. Forme et contenu des prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires ou forfaitaires du bordereau des prix en y appliquant les quantités réellement exécutées.

Les prix comprennent, outre les fournitures :

- ✓ toutes les taxes diverses, les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- ✓ les garanties ;
- ✓ les frais de conditionnement, d'emballage, de stockage, de transport, de manutention et de livraison des fournitures dans les locaux désignés par l'Acheteur ;
- ✓ tous les frais relatifs à la réalisation complète des prestations du marché.

4.4. Variation des prix

4.4.1. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise de la dernière offre. Ce mois est appelé « mois zéro » et est indiqué sur la première page de l'acte d'engagement.

4.4.2. Mode de variation des prix

Par dérogation à l'article 11.1.1 du CCAG de référence, les prix du marché sont révisables annuellement à la date anniversaire du contrat.

Les indices de référence choisis en raison de leur structure pour la variation des prix des prestations faisant l'objet du marché sont ceux visés ci-après.

La valeur des indices peut être consultée sur le site de l'INSEE : www.insee.fr

4.4.3. Calcul de la variation des prix pour les prestations intellectuelles

Pour le prix numéro 1 dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement, la révision est calculée sur la base de la formule suivante :

$$Pa = P0 \times (In / I0)$$

Dans laquelle :

- ✓ Pa est le prix actualisé
P0 est le prix fixé à date de remise de l'offre du marché
 - ✓ In est la valeur de l'indice de référence à date de révision
I0 est la valeur de l'indice de référence fixé à date de remise de l'offre du marché
- L'indice de référence est l'indice SYNTEC.

4.4.4. Calcul de la variation des prix pour la construction

Pour les prix numérotés de 2 à 4 dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement, la révision est calculée sur la base de la formule suivante :

$$Pa = P0 \times (0,4 + 0,6 [(An/A0) + (Wn/W0)])$$

- ✓ Pa est le prix révisé pour la période considérée
P0 est le prix fixé dans l'offre du titulaire
- ✓ Wn est la valeur de l'Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 Identifiant 001565183 à date de révision
W0 est la valeur de l'Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 Identifiant 001565183 à date de remise de l'offre.
- ✓ An est la valeur de l'indice mensuel du prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 24.10 – Acier pour la construction - Identifiant 010765837
A0 est la valeur de l'Indice mensuel du prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 24.10 – Acier pour la construction - Identifiant 010765837 à date de remise de l'offre.

4.4.5. Régime de variation des indemnités, pénalités et retenues

Les retenues et pénalités ne sont ni actualisées ni révisées.

4.5. Application de la TVA

Les fournitures ayant vocation à être exportées en Antarctique, les prix ne sont pas assujettis à la T.V.A.

Article 5. MODALITES RELATIVES AU REGLEMENT DES COMPTES

5.1. Modalités de facturation

Les demandes de paiement doivent parvenir par voie électronique à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

NOM : IPEV

SIRET : 180 089 369 00029

Le titulaire présentera une demande de paiement dès l'admission des prestations, conformément à l'article 11.3 du présent document.

La demande de paiement comportera les éléments obligatoires suivants :

- ✓ le client : Institut polaire français ;
- ✓ la référence du marché ;
- ✓ le numéro d'engagement juridique ;

- ✓ le nom, l'adresse et le numéro SIRET du titulaire ;
- ✓ le numéro et la date d'émission de la facture ;
- ✓ la désignation des articles livrés et la quantité livrée ;
- ✓ le poids et les dimensions des colis ;
- ✓ le prix total HT ;

5.2. Délai de paiement

Les sommes dues au(x) Titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement sur Chorus.

Article 6. DUREE DU MARCHÉ

6.1. Durée du marché – Délais d'exécution

La durée de validité du marché, pendant laquelle peuvent être notifiés des bons de commande, est d'un an à compter de la date de notification du marché.

Le marché est ensuite reconduit annuellement par tacite reconduction, sans que la durée totale du marché puisse excéder quatre (4) ans.

Conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, ces reconductions sont tacites et le Titulaire du marché ne peut s'y opposer.

L'Acheteur peut faire part de sa décision de le dénoncer au moins trois (3) mois avant la fin de la période en cours. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité en cas de non reconduction du marché.

Les bons de commande notifiés pendant la période de validité du marché sont exécutés jusqu'à leur terme.

Le délai d'exécution des prestations sera précisé dans chaque bon de commande.

6.2. Prolongation des délais d'exécution

Les prescriptions de l'article 14.3 du CCAG de référence s'appliquent.

Article 7. MODIFICATIONS DU MARCHÉ Clause de REEXAMEN

7.1. Généralités

Toutes les modifications qui pourraient être apportées à l'accord-cadre s'appliquent aux bons de commande émis postérieurement à la date d'effet de l'avenant.

7.2. Evolution des caractéristiques des traveaux

Les caractéristiques des traveaux sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du marché par l'introduction de nouvelles contraintes rencontrées sur le terrain.

L'ensemble de ces modifications seront définies de manière suffisamment claires et précises pour valoir clause de réexamen conformément à l'article R.2194-1 du code de la commande publique.

7.3. Clause de réexamen

Des modifications pourront être apportées au présent marché, sans publicité ni mise en concurrence préalable, en application de l'article R.2194-1 et suivant du code de la commande publique et exécutées par l'attributaire du marché. L'application de la clause de réexamen prendra la forme d'un avenant.

Le titulaire sera alors informé par écrit des modifications apportées au marché initial. Un délai raisonnable sera alors laissé au titulaire du marché pour prendre en compte les modifications dans les meilleures conditions et proposer à l'Acheteur un devis détaillé.

Article 8. PROVENANCE ET CARACTERISTIQUES DES FOURNITURES

8.1. Normes applicables

Les produits fournis doivent être conformes aux prescriptions et normes françaises en vigueur ou à toute norme européenne équivalente, et plus particulièrement les normes applicables en matière de santé des personnes et d'environnement.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de celui-ci.

8.2. Spécifications et caractéristiques techniques des traveaux

Les traveaux sont destinés à manutentionner sur le site des cuves conteneurs isolés de 20m³ remplis de

gasoil.

La structure mécanosoudée du traineau est constituée de 3 HEA ou PRS de bonne épaisseur en acier noir de qualité suffisante pour supporter une utilisation entre -70°C et -30°C et une charge de 23 tonnes. La charge est transmise au traineau par les quatre coins ISO du conteneur.

Les trois profilés sont pourvus d'un relevé de spatule (de rayon 400mm) aux deux bouts. Ces profilés/poutres sont liaisonnés entre eux par des U de 150mm (minimum) soudés.

Les contreventements ne servent qu'à supporter les tôles supérieures de fermeture. Le dessus du traineau est fermé par des tôles soudées et étanches pour empêcher toute entrée de neige entre les patins.

Quatre pions en acier au gabarit vingt pieds ISO sont disposés aux angles du traineau. Le conteneur vient s'enficher dessus.

Des platines de levage (deux par côtés) sont destinés à la manutention des traineaux pendant le transport.

Après sablage et traitement de surface, la structure est peinte avec deux couches d'une peinture polyuréthane résistant aux températures basses et ne doit pas craqueler.

La feuille de plastique sous les skis est destinée à faciliter le glissement de l'ensemble et à supprimer le bourrage de neige entre les skis. La feuille de plastique en PEHD noir est d'une seule pièce, obtenue à la production ou par polyfusion. Cette semelle est boulonnée au traineau par des vis traversantes de diamètre 12mm et deux plaques de pression en acier standard peint ou en inox. Il n'y a pas d'autre fixation.

Le traineau une fois chargé est manutentionné par un tracteur qui déplace le traineau sur site. L'attelage se fait avec une patte à deux brins équipée de manilles connectées à deux des trois oreilles du traineau. Le traineau évolue sur un sol constitué de neige compacte ou de glace à l'occasion.

Un plan de principe, au format PDF, est annexé au présent document.

Article 9. CONDITIONS D'EXECUTION

9.1. Modalités de commande

Les fournitures sont commandées au fur et à mesure des besoins, par l'émission de bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur ou par toute personne habilitée.

9.1.1. Mode de notification des commandes

Les commandes sont notifiées par courriel.

Le point de départ du délai d'exécution d'une commande est la date et l'heure de sa notification.

9.1.2. Contenu des bons de commande

Le contenu des bons de commande est le suivant :

- ✓ le client : Institut polaire français ;
- ✓ les coordonnées de l'agent passant la commande ;
- ✓ la référence du marché ;
- ✓ le numéro du bon de commande ;
- ✓ la date d'émission du bon de commande ;
- ✓ le numéro d'engagement juridique ;
- ✓ le nom et l'adresse du titulaire ;
- ✓ le numéro SIRET du titulaire ;
- ✓ la désignation des prestations commandées (avec références du BPU) et la quantité commandée ;
- ✓ le délai d'exécution et la date de livraison ;
- ✓ le prix HT de chaque prestation commandée.

9.1.3. Prise en compte de la commande par le titulaire

Les stipulations de l'article 3.7.2 du CCAG de référence s'appliquent.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances et les motivations du retard, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé. Par dérogation à l'article 14.3.2 du CCAG de référence, le titulaire dispose d'un délai de 1 jour ouvré pour effectuer sa demande de report de délai.

9.2. Phase conception

9.2.1. Echanges avec l'Acheteur

Durant cette phase, les échanges entre le Titulaire du marché et l'Institut devront être constants. Des réunions

en présentiel ou par visioconférence seront à prévoir entre les différents intervenants.

Le Titulaire fera des propositions de choix de matériaux et de systèmes de fixation. En tant qu'expert en environnement extrême, l'Acheteur pourra conseiller le Titulaire sur ces choix ou même l'exiger.

Ces échanges devront permettre une validation plus rapide des documents transmis.

9.2.2. Livrables

Le Titulaire du marché produira des plans, au format DXF ou DWG, qui seront soumis à l'approbation de l'Acheteur. Outre les cotations, ces plans devront faire apparaître la nature des matériaux utilisés.

Le titulaire fournira également une note justifiant la résistance de la structure et la capacité du traineau à supporter les masses demandées ainsi que les bons de matériaux utilisés.

9.2.3. Visa des documents par l'Acheteur

Les documents comprenant les descriptions et justifications requises sont soumis à l'Acheteur à sa demande ou à l'initiative du Titulaire du marché, dès que possible, pour vérification et acceptation avant l'exécution de la phase de construction correspondante.

Les diffusions informatiques sont admises si elles ne nécessitent pas de logiciels spécifiques payant pour les consulter. S'il ne peut en être autrement sans entraver le déroulement des prestations, le Titulaire indiquera à l'Acheteur le ou les logiciels nécessaire(s) à la consultation et validation des diffusions et lui en fournira idéalement un exemplaire.

L'examen et la validation des documents par les services de l'Acheteur doit avoir lieu dans un délai maximal de quatre semaines après la fourniture par le Titulaire de l'ensemble des documents nécessaires à la validation.

La validation des documents par les services de l'Acheteur est une condition préalable à l'exécution des prestations considérées.

Le Titulaire du marché reçoit en retour une copie des documents avec accusé de réception de l'Acheteur et, le cas échéant, les demandes de modification nécessaires.

9.3. Phase fabrication

Les représentants de l'Institut planifieront plusieurs visites du chantier au cours de la construction et en fonction du planning d'exécution.

Ces représentants auront toute facilité pour assurer la surveillance des travaux, tant chez le titulaire que chez les sous-traitants. Pour ce faire, le Titulaire s'engage à mettre gratuitement à leur disposition les moyens nécessaires à l'accomplissement de leur mission, notamment le personnel, le matériel et les locaux nécessaires.

Les réclamations notifiées durant la surveillance des travaux sont enregistrées sous forme de fiches et feront l'objet d'un suivi. Au fil de la construction, les points soulevés doivent être soldés d'un commun accord entre l'Institut et le Titulaire. Le titulaire précisera dans son offre la méthode de suivi des réclamations.

9.4. Suivi du marché

Le titulaire est tenu d'assurer un suivi régulier du marché et de faire preuve de réactivité suite aux différentes demandes de l'Acheteur.

9.4.1. Réunion de lancement

Après la notification du marché, l'Acheteur organise une réunion de lancement avec le Titulaire afin d'appréhender les aspects commerciaux et techniques de l'exécution du marché.

9.4.2. Autres réunions

Indépendamment des dispositions de ces réunions de suivi, l'Acheteur informe le Titulaire de la tenue de toute réunion à laquelle sa présence est souhaitée. Celui-ci est tenu d'y participer, dès lors qu'il en a été averti par courriel, au moins 48 heures avant la date et heure prévues.

Article 10. MODALITES DE LIVRAISON

10.1. Généralités

La livraison des traineaux ne pourra être réalisée qu'après l'accord de l'Acheteur, suite aux opérations de vérifications.

10.2. Conditionnement et emballage

Le conditionnement et l'emballage sont à la charge du titulaire. Ces éléments ne seront pas retournés au titulaire du marché.

S'il utilise du bois pour réaliser le conditionnement, celui-ci devra respecter la norme NIMP 15 et être agréé pour le transport maritime.

Chaque traineau devra être identifiée par un marquage frappé sur une plaque vissée au traineau ou frappé directement sur celui-ci, indiquant la composition, les dimensions et le poids du traineau. Ce marquage devra être apposé sur les deux faces opposées de chaque traineau.

L'emballage des fournitures devra être réalisé dans des conditions telles que tout risque de détérioration au cours des transports et des manipulations soit évité. Si des produits sont reçus endommagés par défaut de protection ou d'emballage, l'Acheteur mettra en œuvre l'article 11.1 du présent CCP.

Les traineaux seront transportables dans des conteneurs high cube, open top.

10.3. Lieu de livraison

Tasmanian WorldWide Shipping
Port Control Tower Building
1st Floor/Suite 2, 18 Hunter Street
Hobart, 7000 -Tasmania, Australia

10.4. Modalités de livraison

10.4.1. Modalités de livraison

Le titulaire assurera la livraison des traineaux selon les termes de **l'Incoterm CIP** (Carriage and Insurance Paid to) **jusqu'à Hobart.**

10.4.2. Bordereau de livraison

Toutes les livraisons devront comporter un bordereau de livraison faisant référence au marché. Le bordereau de livraison sera remis en main propre à l'Acheteur ou son transitaire et précisera à minima :

- ✓ le client : Institut polaire français ;
- ✓ la référence du marché ;
- ✓ le numéro et la date du bon de commande ;
- ✓ le numéro d'engagement juridique ;
- ✓ le nom et l'adresse du titulaire ;
- ✓ le numéro SIRET du titulaire ;
- ✓ la désignation des articles livrés et la quantité livrée
- ✓ le poids de chaque colis ;
- ✓ les dimensions de chaque colis.

En l'absence de ce bordereau de livraison, l'Acheteur se réserve le droit de rejeter la livraison.

Article 11. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

11.1. Opérations de vérification

Les opérations de vérification se dérouleront conformément à l'article 32 du CCAG de référence, avec les précisions suivantes :

11.1.1. Fabrication en Europe

Si la fabrication des traineaux est réalisée dans un pays membre de l'Union Européenne, l'Acheteur réalisera les opérations de vérifications dans l'usine de fabrication du titulaire, avant la livraison à Hobart.

11.1.2. Fabrication hors Europe

Si la fabrication des traineaux est réalisée dans un pays hors Union Européenne, l'Acheteur ou son délégataire, réalisera les opérations de vérifications sur le lieu de livraison, à Hobart.

11.2. Délais et procès-verbaux de constatation

Par dérogation à l'article 33 du CCAG de référence, les délais de constatation dont dispose l'Acheteur sont les suivants :

- ✓ pour débiter les vérifications en usine ouvrant droit à paiement pour solde, le délai est de quinze (15) jours à partir de la réception, par l'Acheteur, de l'avis de présentation adressé par le titulaire ou à compter de la date de présentation fixée par cet avis, si elle est postérieure ;
- ✓ pour effectuer les opérations de vérification en usine et pour notifier sa décision, l'acheteur dispose de trente (30) jours ;

- ✓ pour effectuer les opérations de vérification dans les lieux de livraison prévus dans les documents particuliers du marché (Hobart) et notifier sa décision, l'acheteur dispose de trente (30) jours à compter de l'arrivée des prestations à destination.

Les constatations réalisées par l'Acheteur sont consignées dans un procès-verbal mentionnant, s'il y a lieu, les réserves du titulaire.

11.3. Décision après vérifications

Conformément à l'article 34 du CCAG de référence, à l'issue des opérations de vérification, l'Acheteur prend une décision d'admission, de réfaction ou de rejet des prestations.

Article 12. PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

12.1. Pénalité pour retard

Par dérogation à l'article 15.1 du CCAG de référence, et en cas de dépassement des délais contractuels, le titulaire encourt les pénalités définies ci-dessous, sans mise en demeure préalable.

Objet	Pénalité
Retard de livraison	100 € / jour de retard

Conformément à l'article 30.5 du CCAG de référence, un sursis de livraison peut être accordé par l'Acheteur au titulaire lorsqu'une cause qui n'est pas du fait du titulaire fait obstacle à la livraison dans le délai contractuel.

12.2. Seuil d'exonération et plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 15.3 du CCAG MI, les pénalités seront applicables dès le 1er euro HT, sans exonération.

Les pénalités sont plafonnées à 20 % du montant HT du bon de commande.

Article 13. GARANTIES ET ASSURANCES

13.1. Garanties

Par dérogation à l'article 36 du CCAG MI, les fournitures livrées dans le cadre du présent marché sont garanties 2 ans minimum à compter de la date de leur admission.

Durant la période de garantie, le titulaire est tenu de remplacer à ses frais les fournitures défectueuses. Les produits reconnus défectueux et/ou inutilisables devront être remplacés dans un délai convenu avec l'Acheteur.

Cette garantie, prévue au CCAG de référence, s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil. En cas de vice caché, la marchandise est remplacée par un article identique par le titulaire dans un délai convenu avec l'Acheteur, et les frais de port sont à la charge du titulaire. L'Acheteur se chargera du transport du matériel du continent Antarctique jusqu'aux locaux de son transitaire à Hobart, ces frais de transport (aller/retour) seront facturés au Titulaire du marché.

13.1.1. Garantie particulière sur la peinture

Le titulaire garantit la bonne tenue de la protection par peinture, appliquée sur les structures et éléments métalliques, pendant un délai de cinq (5) ans, à compter de la date d'admission des prestations.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer ou à faire effectuer à ses frais, sur simple demande de l'Acheteur, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés.

L'Acheteur se chargera du transport du matériel du continent Antarctique jusqu'aux locaux de son transitaire à Hobart, ces frais de transport (aller/retour) seront facturés au Titulaire du marché.

13.2. Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'Acheteur en cas d'inexécution.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'Acheteur ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou aux Acheteurs ou à des tiers. Par dérogation à l'article 10 du CCAG de référence, le titulaire doit justifier, à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire des contrats d'assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie (la nature, le montant et la durée de la garantie).

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

La cessation, l'annulation du contrat d'assurance ou la non production de l'attestation, sans que soit opérée immédiatement une substitution de garantie acceptée par l'acheteur, constitue une faute grave et peut entraîner la résiliation du marché aux torts du prestataire après mise en demeure.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Conformément aux stipulations du CCP, la responsabilité du Titulaire est susceptible d'être engagée tant que la marchandise n'est pas livrée. Par voie de conséquence, il fait son affaire de toute action en responsabilité contractuelle contre le transporteur pour tout dommage quelle qu'en soit la forme, et notamment en cas de perte, d'avaries et de retards. La réparation du préjudice subi par l'Acheteur est totalement indépendante de l'action intentée par le Titulaire contre le transporteur.

Article 14. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il sera fait application des articles du chapitre 6 du CCAG de référence.

Conformément à l'article 40 de ce même CCAG, le titulaire cède à l'Acheteur, les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les besoins et finalités d'utilisation de l'Acheteur.

Article 15. DROIT DE CITATION ET D'IMAGE DE L'INSTITUT POLAIRE FRANÇAIS

L'Institut polaire français Paul-Emile Victor n'autorise aucune mention de son nom, de son logo, de photos ou de plans concernant ses activités et ses personnels.

Cette interdiction concerne toute communication orale et/ou écrite sur tout support matériel et/ou numérique, ni au titre du présent marché, ni au titre d'une référence client, ni au titre d'une relation contractuelle distincte. Cette interdiction s'applique au titulaire du marché ainsi qu'à ses cotraitants et sous-traitants.

Tout souhait de citer l'Institut polaire répondra, au terme de la réalisation effective et conforme des prestations ou services objets du marché, aux critères de réalisation garantissant pour l'institut :

- ✓ une communication apportant un intérêt en termes d'image publique ou privée de l'institut en lien avec ses activités logistiques polaires,
- ✓ la réalisation d'un travail ou la fourniture d'un bien ou service à plus-value technique avérée ou une évolution technologique, scientifique, logistique en lien avec l'activité logistique et scientifique polaire.

Cette communication fera l'objet d'une convention spécifique portant droits et obligations d'utilisation du nom, du logo, de photos et de tout autre contenu, selon des règles et une durée à déterminer entre l'Institut polaire et le Titulaire du marché.

Article 16. DIFFERENDS ET LITIGES

16.1. Règlement à l'amiable

L'Acheteur et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

Si des difficultés devaient s'élever entre l'Institut et le(s) Titulaire(s) quant à l'exécution des clauses du présent marché et qu'aucune négociation n'ait abouti, l'affaire pourra être soumise, en premier ressort à la procédure de règlement amiable définie aux articles R 2197-1 à R 2197-24 du Code de la commande publique.

16.2. Droit applicable

Le présent marché est soumis au seul droit français. En cas de procédure contentieuse relative au marché, et sans préjudice des dispositions de l'article 49 du CCAG MI, la contestation sera portée devant le :

Article 17. RESILIATION DU MARCHÉ

Les stipulations du CCAG MI sont applicables.

En cas de résiliation pour faute du titulaire, prononcée en application de l'article 44 du CCAG MI, l'Acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution aux frais et risques du titulaire de la part résiliée du marché. Dans ce cas, la décision de résiliation le mentionnera explicitement.

Article 18. DEROGATION AU CCAG

L'article du CCP	Déroge à l'article du CCAG MI
2	4.1
4.4.2	11.1.1
9.1.3	14.3.2
11.2	33
12.1	15.1
12.2	15.3
13.1	36
13.2	10

ANNEXE 1 : COORDONNEES DU TRANSITAIRE

Hobart – Tasmanie - Australie

TASMANIAN WORLDWILDE SHIPPING

Port Control Tower Building

1st Floor/Suite 2, 18 Hunter Street

Hobart, 7000 -Tasmania,Australia

Tel Off + 61 (0) 3 6223 2000 - Mobile + 61 (0) 459 744 701

Email – Stefano.Parodi@twws.net ou Stephen.Parodi@twws.net

PROJET